

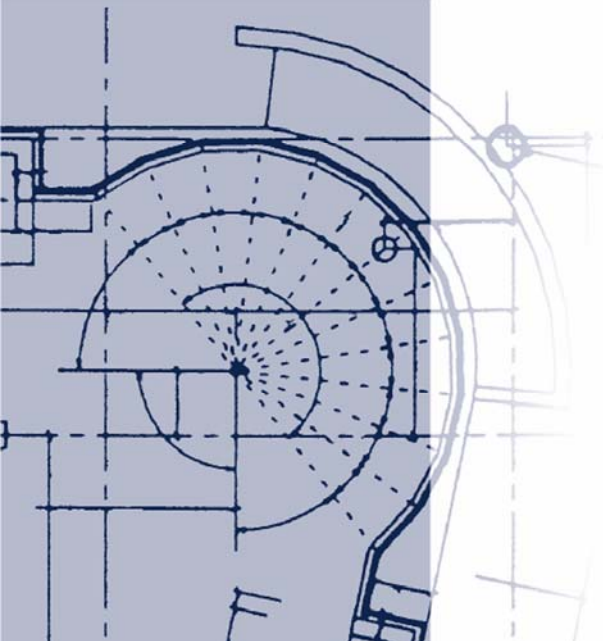
N°51

Avril 2005



NEWSLETTER DE LA CSSF

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER



Publications

Etant donné l'élargissement du domaine d'activités de la CSSF et les changements intervenus au niveau de son organisation interne, la CSSF a publié récemment une mise à jour de sa brochure de présentation.

Cette publication donne un bref aperçu des missions et des compétences de la CSSF et peut être consultée et téléchargée sur le site Internet de la CSSF dans la rubrique « Publications » (<http://www.cssf.lu/fr/publications/index.html>).

Coopération internationale

Publication du rapport annuel de CESR

CESR a publié le 7 avril 2005 son rapport annuel pour l'année 2004. Celui-ci est adressé à la Commission, au Parlement européen et au Conseil ECOFIN. Le rapport annuel constitue un excellent moyen de se familiariser avec l'action de CESR. Il comprend un passage en revue détaillé des travaux effectués en 2004 dans le cadre de la constitution du marché unique pour services financiers. Le programme d'action pour l'année 2005 est également annoncé.

Le rapport est disponible sur le site de CESR : www.cesr-eu.org.

Statistiques

Banques

Somme des bilans des banques au 28 février 2005 en légère hausse

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 716,97 milliards au 28 février 2005 par rapport à EUR 709,67 milliards au 31 janvier 2005, soit une hausse de 1%.

Suite à l'ouverture de ISB (Luxembourg) S.A., le nombre de banques inscrites sur la liste officielle s'est élevé à 162 unités au 31 mars 2005.

Professionnels du secteur financier (PSF)

Importante hausse de la somme des bilans au 28 février 2005

La somme des bilans de l'ensemble des PSF (169 entreprises en activité) se chiffre au 28 février 2005 à EUR 47,7 milliards contre EUR 42,4 milliards au mois précédent, soit une augmentation de 12,5 %.

Le résultat net provisoire pour ces mêmes entreprises s'établit à la fin du mois de février 2005 à EUR 45,36 millions.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 31 mars 2005)

| Catégorie | | Nombre |
|--|---------|------------|
| <i>Entreprises d'investissement</i> | | |
| Commissionnaires | COM | 15 |
| Gérants de fortunes | GF | 46 |
| Professionnels intervenant pour leur propre compte | PIPC | 15 |
| Distributeurs de parts d'OPC | DIST | 37 |
| Preneurs ferme | PF | 2 |
| Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers | DEP | 3 |
| Agents de transfert et de registre | ATR | 9 |
| <i>PSF autres que les entreprises d'investissement</i> | | |
| Conseillers en opérations financières | COF | 9 |
| Courtiers | COU | 5 |
| Teneurs de marché | TM | 1 |
| Personnes effectuant des opérations de change-espèces | CHES | 1 |
| Recouvrement de créances | RECO | 3 |
| Professionnels effectuant des opérations de prêt | POP | 5 |
| Professionnels effectuant du prêt sur titres | PPT | 1 |
| Administrateurs de fonds communs d'épargne | AFCE | 1 |
| Domiciliataires de sociétés | DOM | 31 |
| Agents de communication à la clientèle | ACC | 10 |
| Agents administratifs du secteur financier | AA | 7 |
| Opérateurs de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier | IT | 13 |
| Professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés | PCG | 3 |
| Professionnels du secteur auxquels s'applique la section 1 du chapitre 2 de la partie I de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, à l'exclusion des catégories de PSF visées également par la section 2 du même chapitre | ART. 13 | 3 |
| Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux | EPT | 1 |
| TOTAL * | | 171 |

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

Sociétés de gestion

Agrément de trois nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La CSSF informe que trois nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites au tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit en l'occurrence des entités suivantes:

- CONVERTIBLE ADVISORY MANAGEMENT ;
- HENDERSON FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.;
- PRIMA MANAGEMENT AG.

Les trois sociétés sont actives dans le domaine de la gestion collective.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier depuis le 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un autre Etat membre de l'Union européenne s'élève à 32 au 31 mars 2005.

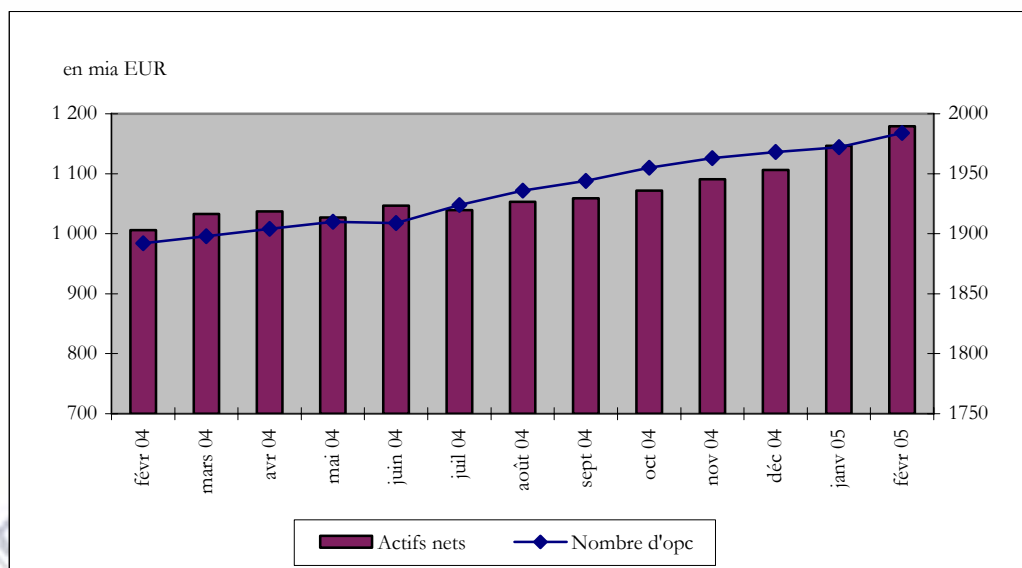
Organismes de placement collectif

Patrimoine global des OPC en hausse à la fin du mois de février 2005

Au 28 février 2005, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 1.179,205 milliards contre EUR 1.146,585 milliards au 31 janvier 2005. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a augmenté de 2,84% par rapport au mois de janvier 2005. Pour le mois de février 2005, le secteur fait état d'une augmentation de 6,60% par rapport au 31 décembre 2004 où le patrimoine global net était de EUR 1.106,222 milliards. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 17,21%.

Au cours du mois de février 2005, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 21,190 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 1.984 par rapport à 1.972 le mois précédent. 1.231 OPC ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 7.206 compartiments. En y ajoutant les 753 OPC à structure classique, un nombre total de 7.959 unités sont actives sur la place financière.



Consultation du CEBS concernant la mise en application pratique du nouvel article 144 du projet de directive visant à modifier la directive 2000/12/CE

Le Committee of European Banking Supervisors (CEBS) vient d'entamer une consultation publique en ce qui concerne la mise en application pratique du nouvel article 144 qui a été incorporé dans le projet de directive visant à modifier la directive 2000/12/CE. L'article en question qui traite des obligations de transparence des autorités de surveillance leur impose de publier un certain nombre d'informations afin de permettre au public de pouvoir comparer les différentes méthodologies et approches retenues par les autorités de surveillance.

Le document de consultation en question décrit le projet d'infrastructure que le CEBS souhaite mettre en place afin de faciliter l'accès à des informations prudentielles tout en permettant une comparaison entre les approches retenues par les 25 Etats membres de l'Union Européenne.

L'infrastructure proposée est fondée sur la complémentarité entre d'une part, des informations plus générales concernant les différents régimes de surveillance prudentielle publiées sur le site Internet du CEBS et d'autre part, des informations plus détaillées concernant le régime de la surveillance prudentielle nationale publiées par les autorités de surveillance dans une partie consacrée de leurs sites Internet nationaux.

Dans un souci de transparence maximale, il est proposé que les parties consacrées des sites des autorités nationales et celles du site du CEBS adoptent la même structure. Le lecteur pourra naviguer entre le site du CEBS et les sites nationaux au moyen de liens insérés au niveau des différents tableaux faisant l'objet d'une publication.

Un prototype de la future infrastructure qui permet en particulier au lecteur de visualiser les facilités de navigation offertes peut être consulté sur le site du CEBS à l'adresse <http://www.c-ebs.org/SD/SD/TF.htm>. Une présentation en format PowerPoint de la structure et du contenu de la future infrastructure y est également publiée.

Le document de consultation peut être consulté sur le site du CEBS à l'adresse <http://www.c-ebs.org> et les commentaires éventuels peuvent être soumis en anglais via le site du CEBS jusqu'au 24 juin 2005.

LISTE DES BANQUES

Nouvel établissement :

ISB (Luxembourg) S.A.

26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Adresse postale : B.P. 1647, L-1016 Luxembourg

Date de constitution : le 4 mars 2005

LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouveaux établissements :

COMPUTACENTER PSF S.A.

26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 4 mars 2005

STRADIVARI ADVISORS S.A.

30, rue des Muguets, L-2167 Luxembourg

Conseiller en opérations financières

Autorisation ministérielle du 16 mars 2005

TARENO (LUXEMBOURG) S.A.

11, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

Gérant de fortunes

Autorisation ministérielle du 24 mars 2005

Changement d'adresse :

INVESTOR LUXEMBOURG S.A.

2, route de Mondorf, L-5670 Altwies

LISTE DES SOCIÉTÉS DE GESTION

Nouvelles sociétés :

CONVERTIBLE ADVISORY MANAGEMENT

12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

HENDERSON FUND MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A.

64, rue Principale, L-5367 Schuttrange

PRIMA MANAGEMENT AG

9, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Changement de dénomination :

SANPAOLO IMI WEALTH MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. est devenue

SANPAOLO IMI ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

LISTE DES FONDS DE PENSION

Nouveau fonds de pension (sepcav) :

THE PAULIG GROUP SEPCAV

Airport Center

2, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

Changement d'adresse :

THE UNILEVER INTERNATIONAL PENSION PLAN
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg

LISTE DES SICAR

Nouvelles sociétés :

HCI SICAR AG

1B, Parc d'activités Syrdall, L-5365 Münsbach

RESOLUTION (LUXEMBOURG) S.C.A.

11a, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg

ROYAL AMIRAL PARTNERS S.C.A. SICAR

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

SOLIDUS PARTNERS S.C.A.

54, boulevard Napoléon 1er, L-2210 Luxembourg

LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le mois de **février 2005** de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- PRIMA 2010 PLUS; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- DIT-EURO BOND REAL RETURN; 6A, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- BERENBERG EURO STRATEGIE AKTIEN FONDS VII; 23, rue Aldringen; L-1118 Luxembourg
- DJE PREMIUM; 4, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg-Strassen
- GUILÉ ETHICAL FONDS; 21, avenue de la Liberté; L-1931 Luxembourg
- DB MULTI OPPORTUNITY; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- MULTIWERT SUPERFUND; 1B, Parc d'activité Syrdal; L-5365 Münsbach
- NCRAM LOAN TRUST; 6, avenue Emile Reuter; L-2420 Luxembourg
- NOMURA US LOAN INCOME; 6, avenue Emile Reuter; L-2420 Luxembourg
- HSBC PARTNERS GROUP GLOBAL PRIVATE EQUITY; 40, avenue Monterey; L-2163 Luxembourg
- DWS FUTURE STRATEGY; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- GF FONDS; 4, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg-Strassen
- MERRILL LYNCH SPECIALIST INVESTMENT FUNDS; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- DB FLEXIBLE STRATEGY; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- AXA IM ALPHA STRATEGIES; 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte; L-1330 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT PLUS 5/2011; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- DEKA-WORLDGARANT 3/2011; 5, rue des Labours; L-1912 Luxembourg
- FT HEDGESELECTION; 283, route d'Arlon; L-1150 Luxembourg
- EONIA PLUS; 25, rue Edward Steichen; L-2540 Luxembourg
- DWS RENDITE 2012; 2, boulevard Konrad Adenauer; L-1115 Luxembourg
- JPMORGAN FLEMING EUROPEAN PROPERTY FUND; 6, route de Trèves; L-2633 Senningerberg
- ABERDEEN INDIRECT PROPERTY PARTNERS; 69, route d'Esch; L-1470 Luxembourg
- HEITMAN EUROPEAN PROPERTY PARTNERS III; 33, boulevard du Prince Henri; L-1724 Luxembourg

Retraits

- ALFRED BERG NORDEN; 291, route d'Arlon; L-1150 Luxembourg
- MONDIAL SECURITIES SICAV; 39, allée Scheffer; L-2520 Luxembourg
- WALSER EURO CASH WACHSTUM; 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre; L-1952 Luxembourg
- ACM TECHNOLOGY HEDGE INVESTMENTS; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- ACM JAPAN GROWTH HEDGE INVESTMENTS; 18, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg
- ALLIANZ STRATEGIE; 49, avenue J-F Kennedy; L-1855 Luxembourg
- OIM EURO AKTIEN; 4, rue Jean Monnet; L-2180 Luxembourg
- IT-INVESTOR.COM FUND; 4, boulevard Royal; L-2449 Luxembourg
- LEND LEASE ASIA PROPERTIES, SICAF; 33, boulevard du Prince Henri; L-1724 Luxembourg
- BERENBERG USA STRATEGIE AKTIEN FONDS; 4, rue Thomas Edison; L-1445 Luxembourg-Strassen
- EVOLUTIS SICAV; 12, rue Eugène Ruppert; L-2453 Luxembourg

Place financière

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **162** (31 mars 2005)

Somme de bilans : **EUR 716,965 milliards** (28 février 2005)

Résultat net : **EUR 3,232 milliards** (31 décembre 2004)

Emploi : **22 554 personnes** (31 décembre 2004)

Nombre d'OPC : **1 989** (8 avril 2005)

Patrimoine global : **EUR 1.179,205 milliards** (28 février 2005)

Nombre de SICAR : **8** (31 mars 2005)

Nombre de fonds de pension : **12** (31 mars 2005)

Nombre de sociétés de gestion : **32** (31 mars 2005)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **507 personnes** (31 décembre 2004)

Nombre de PSF : **171** (31 mars 2005)

Somme de bilans : **EUR 47,760 milliards** (28 février 2005)

Résultat net : **EUR 45,36 millions** (28 février 2005)

Emploi : **6 059 personnes** (31 décembre 2004)

Nombre d'organismes de titrisation : **2** (31 mars 2005)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 082 personnes** (31 déc. 2003)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 941 personnes** (30 sept. 2004)

Emploi total dans les établissements surveillés : **29 120 personnes** (31 déc. 2004)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu